

**ÉTAT DES RÉALISATIONS AXÉES SUR LES
RÉSULTATS
2007–2008**

**MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 41
DE LA *LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES***

CONDITION FÉMININE CANADA

Table des matières

Renseignements généraux	3
Grandes lignes du plan d'action	5
Sommaire des principaux résultats en 2007-2008	8
Sensibilisation	
Consultations	
Communications	
Coordination et liaison	
Financement et prestation de programmes	
Responsabilisation	
Plan de communication	13
Signatures	14
Annexes	15
1. Acronymes et abréviations	16
2. État détaillé des réalisations	17
3. Initiatives lancées par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.....	37
4. Initiatives comportant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire	42

Renseignements généraux

**Condition féminine
Canada**

Édifice MacDonald
123, rue Slater, 10^e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 1H9
www.swc-cfc.gc.ca

Ministre responsable :

L'honorable Josée Verner

Fonctionnaire supérieure
responsable de la mise en
œuvre de la partie VII de la
LLO :

Clare Beckton
Coordonnatrice
Condition féminine Canada

Mandat :

Le mandat de Condition féminine Canada (CFC) consiste à « coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rattachent ». CFC est un organisme fédéral qui favorise la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada. Son travail vise à faire progresser l'égalité des sexes et à éliminer les obstacles à la participation des femmes à la société, en mettant un accent particulier sur l'accroissement de leur sécurité économique et l'élimination de la violence à leur endroit.

Coordonnatrice nationale
responsable de la mise en
œuvre de l'article 41 de la
LLO :

Valérie Lavergne
Analyste des politiques p. i.
Direction des politiques
Édifice MacDonald
123, rue Slater, 11^e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 1H9
Courriel : valerie.lavergne@swc-cfc.gc.ca

Coordonnatrices régionales

Suzanne Lacroix
Directrice régionale p. i.
Région de l'Ouest, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon
Highfield Place
10010 - 106 Street NW
Bureau 1001
Edmonton (Alberta)
T5J 3L8
Courriel : Suzanne.Lacroix@swc-cfc.gc.ca

Anita Beausoleil
Directrice régionale
Région de l'Ontario
Édifice MacDonald
123, rue Slater, 10^e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 1H9
Courriel : Anita.Beausoleil@swc-cfc.gc.ca

Thérèse Lamartine
Directrice régionale
Région du Québec et du Nunavut
1564, rue St-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3K2
Courriel : Thérèse.Lamartine@swc-cfc.gc.ca

Nicole Bujold
Directrice régionale p. i.
Région de l'Atlantique
1045, rue Main, bureau 109
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 1H1
Courriel : Nicole.Bujold@swc-cfc.gc.ca

Huguette Leclerc
Directrice
Projets nationaux
Édifice MacDonald
123, rue Slater, 10^e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 1H9
Courriel : Huguette.Leclerc@swc-cfc.gc.ca

Condition féminine Canada 2007–2008

Grandes lignes du Plan d'action

Condition féminine Canada (CFC) encourage la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada. Ce résultat stratégique découle du mandat de CFC, que renforcent la *Charte canadienne des droits et libertés* et l'adhésion du Canada à la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*.

Dans l'exécution de son mandat, CFC est déterminé à rehausser la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM), à soutenir leur développement, ainsi qu'à favoriser la pleine reconnaissance et l'utilisation du français autant que de l'anglais dans la société canadienne. CFC continue de travailler en collaboration avec des partenaires clés, dont Patrimoine canadien, des organismes canadiens, et d'autres intervenantes et intervenants afin de s'acquitter des obligations législatives qui lui sont conférées par la *Loi sur les langues officielles* (LLO). CFC apporte son soutien à des projets qui contribuent à faciliter la pleine participation des femmes de langue officielle en situation minoritaire (FLOSM) à la vie économique, sociale et démocratique de la société canadienne.

La mise en œuvre de l'article 41 de la LLO s'effectue dans le contexte du vaste mandat de CFC, dans un cadre qui permet de cerner les besoins des collectivités et les résultats visés. CFC a recours à différents mécanismes, tels que la prestation de programmes, l'analyse comparative entre les sexes, les communications, la consultation et l'élaboration de politiques, et continue de travailler avec les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire (FLOSM) et de collaborer avec des intervenantes et des intervenants clés, au sein de la fonction publique fédérale, d'autres ordres de gouvernement et des collectivités.

Les principaux éléments du *Plan d'action pluriannuel 2006-2009* de CFC sont indiqués ci-dessous :

Besoins des collectivités

CFC continue d'effectuer le suivi des besoins des FLOSM et de les recenser à l'aide de différents mécanismes de consultation. Les quatre principaux besoins des collectivités sont les suivants :

- ***Accès aux programmes, aux services et à l'information du gouvernement*** : accès aux programmes et services sociaux et de santé, information sur les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux pertinents et documents d'information (p. ex. rapports, outils et publications présentant des conclusions de recherche).
- ***Soutien financier, matériel et professionnel*** : aide financière et services professionnels pour des projets qui abordent des enjeux touchant les FLOSM.
- ***Participation accrue aux communautés de langue officielle en situation minoritaire et aux efforts visant à assurer la pleine participation des femmes*** afin qu'elles prennent part

activement et à part entière dans leurs collectivités, et pour promouvoir la participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique de la société canadienne.

- ***Possibilités de participer au processus d'élaboration des politiques gouvernementales :*** reconnaissance accrue, par les ministères et les organismes, de la présence, des réalités et des enjeux des FLOSM, et création de mécanismes pour faciliter leur participation au processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

Catégories d'activités et résultats visés

Les principales activités prévues dans le plan d'action se rapportent aux six catégories cernées pour la mise en œuvre de l'article 41. Les activités de chaque catégorie sont conçues en tenant compte des résultats visés qui, à leur tour, contribuent aux résultats recherchés par CFC en vertu de l'article 41 de la LLO :

Sensibilisation

- Certains des principaux résultats visés dans cette catégorie comprennent un leadership accru et plus visible, ainsi qu'un plus grand rôle de la direction dans le soutien à la mise en œuvre de l'article 41, une sensibilisation accrue du personnel à la législation, la connaissance des obligations conférées à CFC en vertu de la LLO, un échange accru d'information parmi les directions et une plus grande intégration du plan d'action relatif à l'article 41 dans les activités de planification et de reddition de comptes de l'organisme.

Consultations

- Nous nous attendons à ce que davantage de renseignements opportuns et exacts soient mis à la disposition du personnel, que les activités de planification et de reddition de comptes de CFC soient soutenues par des données relatives à l'article 41 et que le personnel de cet organisme soit informé des questions nouvelles et émergentes qui touchent le groupe cible.

Communications

- Certains des résultats visés dans cette catégorie comprennent des communications améliorées entre CFC et ses partenaires, en particulier les FLOSM. L'organisme informera celles-ci de ses programmes, services et activités par différents moyens de communication.

Coordination et liaison

- CFC s'attend à élargir et améliorer son partenariat existant avec des intervenantes et intervenants divers, à différents niveaux, ainsi qu'à profiter des pratiques exemplaires et des leçons apprises d'eux pour améliorer sa stratégie de mise en œuvre de l'article 41.

Financement et prestation de programmes

- Dans le cadre de la prestation du Programme de promotion de la femme (PPF), CFC cherchera à assurer l'accès des groupes de FLOSM à ses subventions et contributions, afin

qu'ils mettent en œuvre des projets de nature à promouvoir la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique de la société canadienne.

Responsabilisation

- CFC s'attend à constater une sensibilisation accrue aux enjeux des FLOSM parmi les équipes et les agentes qui ont une fonction de responsabilisation.
- CFC s'assurera que son processus de planification stratégique, incluant l'établissement des priorités, intègre les besoins des FLOSM.

Les pages suivantes présentent le contexte de l'exercice 2007-2008 à CFC, ainsi que les principaux résultats obtenus dans les six catégories : sensibilisation, consultations, communications, coordination et liaison, financement et prestation de programmes, responsabilisation.

Sommaire des principaux résultats en 2007–2008

Contexte

En 2007, le gouvernement du Canada a annoncé que des fonds additionnels seraient investis dans le Programme de promotion de la femme (PPF). Les nouvelles ressources ont fait passer le niveau des subventions et contributions de 10,8 millions de dollars à 18,75 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 75 %. Les modalités du PPF ont été modifiées par la suite pour tenir compte de la création des deux composantes suivantes :

Fonds communautaire pour les femmes

Il s'agit d'un fonds de subventions et de contributions pour la réalisation, à l'échelle locale, régionale ou nationale, de projets admissibles qui ont une incidence directe sur les femmes dans leur collectivité. À court terme, on attend de ce fonds « *des avantages accrus pour les femmes dans la vie économique, sociale et démocratique du Canada* ».

Fonds de partenariat pour les femmes

Il s'agit d'un fonds de contributions destiné à des projets conjoints dont les partenaires sont des ministères et organismes fédéraux, d'autres ordres de gouvernement et des organisations non gouvernementales. À court terme, on attend de ce fonds « *un engagement accru de la part d'autres ministères fédéraux, d'autres paliers de gouvernement, d'organismes non gouvernementaux et du secteur privé au sein de projets de partenariat qui ont une incidence directe sur la situation économique et sociale des femmes* ».

Le gouvernement poussera plus loin cette réalisation en élaborant un plan d'action qui fera progresser l'égalité des femmes et des filles partout au Canada, grâce à l'amélioration de leur situation économique et sociale et de leur participation à la vie démocratique. La prospérité actuelle et future du Canada dépend de la prospérité économique des femmes. Celles-ci, à leur tour, exercent une influence sur la prospérité de leur famille et de leur collectivité. Pour que le Canada continue d'être l'un des pays les plus prospères au monde, les femmes doivent pouvoir contribuer à la prospérité économique et profiter des avantages qui en découlent.

CFC continuera de se concentrer sur des initiatives qui cadrent avec les priorités du gouvernement et touchent directement les femmes, y compris les FLOSM, tout en assurant l'intégrité et la cohérence de ses fonctions et activités de base et tenant compte de sa situation financière. Pour cette raison, le PPF maintiendra sa collaboration étroite avec les organismes canadiens à but non lucratif et à but lucratif dans des dossiers tels que l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles, la sécurité et la prospérité économiques, ainsi que les femmes et le leadership. En outre, un financement sous forme de contributions continuera d'être accordé à l'initiative Sœurs d'esprit pour lutter contre la violence sexuelle et raciste à l'endroit des femmes autochtones.

CFC a cinq bureaux :

- Région de l'Ouest — Le bureau d'Edmonton dessert la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- Bureau national — Le bureau d'Ottawa dessert les organismes nationaux.

- Région de l'Ontario — Le bureau d'Ottawa dessert l'Ontario.
- Région du Québec et du Nunavut — Le bureau de Montréal dessert le Québec et le Nunavut.
- Région de l'Atlantique — Le bureau de Moncton dessert le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse ainsi que Terre-Neuve-et-Labrador.

Les résultats indiqués dans le *Plan d'action pluriannuel 2006-2009* pour la mise en œuvre de l'article 41 se rattachent au résultat stratégique de CFC. Par conséquent, les résultats de la mise en œuvre de la LLO et le résultat stratégique de CFC sont compatibles et complémentaires. En 2007-2008, CFC a mis en œuvre l'article 41 de la LLO tout en s'acquittant de ses différents rôles et activités, ce qui comprend la prestation des programmes, les communications, la consultation, l'élaboration de politiques et l'analyse comparative entre les sexes. Étant donné que CFC continue de faire des progrès dans la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO, les résultats annuels obtenus au chapitre des langues officielles contribuent à ses résultats généraux aussi bien qu'aux résultats transversaux du gouvernement du Canada, en vertu de la législation.

En 2007-2008, étant donné que la LLO a été renforcée par l'adoption du projet de loi S-3, CFC a revu son Plan d'action pluriannuel 2006-2009 et a pris d'autres mesures positives pour soutenir les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Cet organisme a multiplié ses efforts pour soumettre, aux fins de publication dans le *Bulletin 41-42*, des articles décrivant les projets des groupes de FLOSM qui sont financés par le Programme de promotion de la femme. Ces articles contribuent à rehausser le profil de l'important travail accompli par ces groupes et attirent l'attention sur les questions d'intérêt pour les FLOSM, telles que l'accroissement de la sécurité économique des femmes et l'élimination de la violence à leur endroit.

CFC a cerné d'autres mécanismes lui permettant de rester en contact avec les groupes de FLOSM qui demandent du financement au PPF, notamment pour les consulter et pour répondre à leurs besoins. Par exemple, nous avons tenu de nombreuses séances d'information et de formation partout au pays pour informer ces groupes, les autres femmes, ainsi que nos partenaires des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, des nouvelles lignes directrices en matière de financement qui s'appliquent au Fonds communautaire pour les femmes et au Fonds de partenariat pour les femmes (décrites à la rubrique « Consultations », à l'annexe 2).

La section suivante met en évidence les principaux résultats obtenus grâce aux différentes initiatives mises en œuvre au cours de l'année visée par le présent rapport.

Sensibilisation

CFC est déterminé à s'acquitter des responsabilités qui lui sont conférées en vertu de l'article 41 de la LLO, grâce à la mise en œuvre continue et efficace du *Plan d'action pluriannuel 2006-2009*, y compris l'accroissement des connaissances du personnel, à la prestation de renseignements opportuns sur l'article 41 et sur la situation des CLOSM et à l'accroissement de l'utilisation des deux langues officielles.

La championne et la coordonnatrice nationale des langues officielles à CFC ont joué un rôle important dans la valorisation de la dualité linguistique dans le milieu de travail. En 2007-2008, les activités internes ont reflété le caractère bilingue du Canada. L'utilisation quotidienne des deux langues officielles a été encouragée dans le milieu de travail, en particulier lors des réunions

du Comité exécutif, et les membres du personnel ont été encouragés à travailler dans la langue officielle de leur choix. Différents outils et ressources ont été mis à la disposition des gestionnaires et des autres membres du personnel, y compris : les outils de Patrimoine canadien (PCH) et le guide de ce ministère pour l'élaboration du Rapport de l'état des réalisations axées sur les résultats, le *Bulletin 41-42*, le *Rapport annuel 2006-2007* du commissaire aux langues officielles, les rapports et présentations des CLOSM ainsi que différents documents provenant de la Campagne d'information sur les langues officielles menée par l'Agence de la fonction publique du Canada, etc. Les recrues ont reçu de l'information sur les responsabilités de CFC à l'égard de l'article 41. L'utilisation des deux langues officielles a été accrue durant les réunions du personnel et les conférences téléphoniques.

Consultations

CFC a poursuivi ses efforts pour fournir aux FLOSM des occasions de soulever des questions propres à leurs collectivités. Par exemple, cet organisme a fait en sorte que les femmes autochtones de langue officielle en situation minoritaire puissent participer au Sommet national des femmes autochtones, qui s'est tenu à Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador), en juin 2007. CFC a assisté aux réunions d'un certain nombre de groupes de femmes francophones, dont l'assemblée générale annuelle de la Coalition des femmes francophones de l'Alberta, qui avait pour but de cerner les priorités actuelles et futures, et la consultation portant sur les stratégies de Pluri-elles, l'organisation des Franco-Manitobaines. L'organisme a continué de tenir compte des priorités des FLOSM dans la prestation de ses programmes à l'échelle locale, régionale et nationale.

La coordonnatrice, CFC, a pris contact avec des groupes de FLOSM afin de leur présenter le PPF. Elle a notamment rencontré des Acadiennes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à l'automne 2007. Un certain nombre de projets touchant les FLOSM ont subséquemment été financés dans ces deux provinces.

Communications

CFC a utilisé différents moyens de communication pour renseigner les FLOSM et répondre à leurs besoins, y compris son site Web, des communiqués de presse, des discours, des feuilles d'information, des séances d'information, des conférences téléphoniques et des contacts réguliers entre le personnel et les groupes qui les représentent. Par exemple, la région de l'Ouest, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon a tenu quatre conférences téléphoniques au début de l'automne 2007 afin de fournir de l'information aux groupes des Prairies, de la Colombie-Britannique, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon sur les nouvelles lignes directrices en matière de financement. CFC a aussi fourni de l'information, grâce à ses numéros de téléphones locaux et sans frais. Le personnel de cet organisme a participé à différentes activités des CLOSM. Un premier article de CFC a été publié dans le numéro de l'hiver 2008 du *Bulletin 41-42*. Cet article concernait une activité à laquelle ont participé quarante jeunes femmes sur le thème : *Le pouvoir, c'est osé*. Organisée par l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, l'activité s'inscrivait dans un projet financé par le PPF. CFC a élaboré des documents dans les deux langues officielles afin d'informer le public, y compris les CLOSM, des nouveaux mandats et objectifs du PPF ainsi que des nouvelles lignes directrices du programme en matière de financement, documents qui ont été distribués à l'occasion des séances d'information tenues dans un grand nombre de provinces.

CFC a continué d'encourager la participation des FLOSM et de leurs groupes à des activités telles que la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, les Prix de la gouverneure générale en commémoration de l'affaire « personne » et la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Coordination et liaison

Épaulé par ses partenaires (PCH, les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux), CFC a continué de s'occuper de questions concernant les femmes, y compris les FLOSM. Afin de maintenir le partenariat étroit avec PCH, la coordonnatrice nationale a assisté aux réunions périodiques des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux organisées par ce ministère, tandis que la directrice régionale par intérim de la région de l'Atlantique, elle, a participé à la réunion régionale des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41, qui s'est tenue à St. John's, en mai 2007. Cette dernière a aussi identifié cinq groupes de FLOSM à Terre-Neuve-et-Labrador et proposé qu'ils participent à la réunion. La championne et la coordonnatrice nationale ont assisté au troisième Forum annuel sur les pratiques exemplaires en matière de langues officielles, qui a eu lieu en novembre 2007. En outre, les coordonnatrices régionales ont participé à de nombreuses réunions et activités des CLOSM. La collaboration financière à travers le Partenariat interministériel avec les communautés de langues officielles (PICLO) s'est poursuivie, collaboration qui a permis de fournir une aide financière et professionnelle à des projets qu'ont mis en œuvre les groupes de FLOSM pour relever des défis propres à ces communautés.

Financement et prestation de programmes

En 2007-2008, les FLOSM ont profité des services, des produits et des résultats obtenus grâce aux projets financés par le PPF. CFC a approuvé du financement s'élevant à 5 217 854 \$ et a fourni des services professionnels en lien avec 26 projets conçus pour faciliter la participation des FLOSM à la société canadienne en améliorant leur situation socioéconomique et leur participation à la vie démocratique par l'intermédiaire d'organismes canadiens. L'aide comprenait plus de 1,8 millions de dollars pour 10 projets mis en œuvre par des groupes de FLOSM. Seize projets additionnels, mis en œuvre par d'autres groupes, avaient les FLOSM parmi leurs clientèles cibles. Huit des 26 organismes financés étaient de nouveaux clients de CFC. En outre, les FLOSM ont profité d'autres projets soutenus par CFC qui ont eu une incidence directe sur les femmes dans leurs collectivités. Ces projets ont donné des produits et des résultats qui ont contribué à la réalisation du plan d'action de CFC et à l'obtention des résultats visés en vertu de la LLO.

- CFC a maintenu, pour une quatrième année consécutive, son partenariat avec PCH par l'intermédiaire du PICLO et a financé les six projets suivants avec le ministère :
 - Action ontarienne contre la violence faite aux femmes
Sensibilisation et démarches entreprises auprès des décideurs afin de contrer la violence institutionnelle faites aux femmes.
 - Agence de promotion et de développement des francophones de Toronto
Planification stratégique portant sur le renforcement des capacités des femmes au sein de l'Agence de promotion et de développement des francophones de Toronto.

- Comité réseau
Accessibilité vers l'égalité et l'équité.
- OPALE – Regroupement francophone de femmes handicapées
Profil de la femme handicapée francophone : implantation des recommandations.
- Association Acadienne et francophone des aînées et aînés du N.-B.
Rencontre des Générations.
- Le Groupe de travail Femmes Équité Atlantique
L'Équité économique et les femmes acadiennes et francophones en situation minoritaire dans les provinces atlantiques : se faire entendre.

Responsabilisation

Il y a eu une plus grande intégration du plan d'action de CFC pour la mise en œuvre de l'article 41 aux activités générales de planification (Rapport sur les plans et les priorités), de responsabilisation et de reddition de compte (Rapport ministériel sur le rendement). Les outils de mesure du rendement de PCH et son guide d'élaboration de l'État des réalisations axées sur les résultats de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO, fournis par la Direction de la coordination interministérielle, ont servi à préparer le présent *État des réalisations axées sur les résultats, 2007-2008*.

Plan de communication

Liste de distribution

- Personnel de CFC;
- Membres du Comité permanent de la Chambre des communes sur les langues officielles;
- Membres du Comité permanent du Sénat sur les langues officielles;
- Commissaire aux langues officielles;
- Principaux organismes des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'échelle nationale, régionale et locale.

Le présent document sera également disponible en version téléchargeable sur le site Web de CFC (http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/index_f.html).

Signatures

Valérie Lavergne
Coordonnatrice nationale
des langues officielles – article 41
Condition féminine Canada
Téléphone : 613-947-0932

Date

Clare Beckton
Coordonnatrice
Condition féminine Canada

Date

Annexes

- 1. Acronymes et abréviations**
- 2. État détaillé des réalisations**
- 3. Initiatives lancées par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire**
- 4. Initiatives comportant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire**

Acronymes et abréviations

ACS	Analyse comparative entre les sexes
CFC	Condition féminine Canada
CLOSM	Communautés de langue officielle en situation minoritaire
CRG	Cadre de responsabilisation de gestion
FLOSM	Femmes de langue officielle en situation minoritaire
LLO	<i>Loi sur les langues officielles</i>
LO	Langues officielles
PCH	Patrimoine canadien
PICLO	Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle
PPF	Programme de promotion de la femme
RMR	Rapport ministériel sur le rendement
RPP	Rapport sur les plans et les priorités
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor

État détaillé des réalisations

A. SENSIBILISATION (activités internes)

[Activités de formation, d'information, d'orientation, de sensibilisation, de communication et autres activités menées à l'interne dans le but de sensibiliser le personnel et la haute direction de l'organisme à la dualité linguistique et aux priorités des CLOSM; accords de rendement des cadres supérieures et programmes de reconnaissance; prise en considération du point de vue des CLOSM dans les recherches, les études et les enquêtes.]

Résultat visé : Introduction de changements durables dans la culture organisationnelle de CFC; tout le personnel et les cadres connaissent et comprennent leurs responsabilités à l'égard de l'article 41 de la LLO et des CLOSM.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat visé
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les membres du personnel sont encouragés à travailler dans la langue officielle de leur choix. ○ Les membres du personnel connaissent bien la LLO et ses incidences sur leur travail. Elles et ils ont fait en sorte que toutes les activités internes reflètent le caractère bilingue du Canada et soient accessibles au personnel des deux groupes de langue officielle. ○ Les messages aux membres du personnel concernant l'article 41, y compris à celles et ceux des bureaux régionaux, ont été communiqués dans les deux langues officielles. 	<p>Correspondance, formulaires, documentation générale, production de rapports, réunions, procès verbaux, etc.</p> <p>Les messages aux membres du personnel ont été rédigés dans les deux langues officielles.</p> <p>Des renseignements, des outils et des ressources provenant de PCH ont été fournis aux membres</p>	<p>Tout est produit dans la langue de choix de l'employée ou de l'employé. Les documents qui s'adressent à l'ensemble du personnel, tels que les notes de service, sont produits dans les deux langues officielles.</p> <p>Bon taux de participation des membres du personnel aux activités internes.</p> <p>Compréhension qu'ont les membres du personnel de leur rôle dans la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.</p> <p>Nombre d'employées et d'employés qui connaissent bien les documents distribués à l'égard de l'article 41 et qui se tiennent à jour.</p>

<ul style="list-style-type: none"> ○ La championne des langues officielles au sein de CFC a fait placer des affiches sur les langues officielles à des endroits bien en vue dans le milieu de travail. ○ Le 4 septembre 2007, une présentation a été faite au comité exécutif de CFC concernant l'état des réalisations en matière de LO pour 2006-2007, dans le contexte du Plan d'action pluriannuel 2006-2009. ○ La championne a encouragé l'utilisation des deux langues officielles dans le travail quotidien, en particulier durant les réunions hebdomadaires du personnel et les réunions du Comité exécutif. ○ La championne a encouragé l'inclusion de cours de langue officielle dans les plans d'apprentissage des membres du personnel. ○ Différents documents provenant de la Campagne d'information sur les langues officielles de l'Agence de la fonction publique du Canada ont été distribués par la championne aux cadres supérieures et aux membres du personnel. ○ La coordonnatrice nationale, responsable de la mise en 	<p>du personnel, par l'intermédiaire de la championne et de la coordonnatrice nationale, responsable de la mise en œuvre de l'article 41.</p> <p>Affiches.</p> <p>Présentation sommaire.</p> <p>Utilisation des deux langues officielles.</p> <p>Plans d'apprentissage des membres du personnel.</p>	<p>Nombre d'affiches et nombre de gestionnaires et membres du personnel qui les ont lues.</p> <p>Visibilité de la championne.</p> <p>Nombre de gestionnaires et membres du personnel qui utilisent les deux langues officielles.</p> <p>Nombre d'employées et employés qui incluent l'apprentissage des langues officielles dans leurs plans d'apprentissage et qui suivent des cours de langue.</p>
--	--	--

<p>œuvre de l'article 41, a fourni des renseignements à jour concernant la LLO et a fait parvenir aux membres du personnel concernés les outils de mesure de rendement de PCH et le guide d'élaboration de l'état des réalisations axées sur les résultats produit par ce ministère.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La haute direction et les membres du personnel ont reçu des renseignements opportuns de différentes sources sur la LLO et sur la situation des CLOSM, y compris : des réunions périodiques des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41, organisées par la Direction de la coordination interministérielle de PCH; le <i>Bulletin 41-42</i>; le <i>Rapport annuel de 2006-2007</i> du commissaire aux langues officielles; des courriels et d'autres documents envoyés par PCH; des rapports et des présentations des CLOSM et des autres ministères, présentés lors des réunions des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux de la mise en œuvre de l'article 41; des numéros périodiques du bulletin électronique du Commissariat aux langues officielles, etc. ○ Les membres du personnel ont distribué des documents concernant les <i>Rendez-vous de la francophonie</i>. ○ CFC a encouragé continuellement l'intégration de son <i>Plan d'action pluriannuel 2006-2009</i> concernant la mise en œuvre de l'article 41 à la planification stratégique et opérationnelle et à la planification des projets. ○ Des courriels ont régulièrement été envoyés aux collègues pour les informer des activités réalisées à 	<p>Rapport, ressources, outils, présentations, etc. provenant des CLOSM et des ministères.</p> <p>Échange de courriels.</p> <p>Courriels d'information</p>	<p>Mesure dans laquelle les membres du personnel reconnaissent l'importance de l'engagement fédéral à l'égard des CLOSM et de la dualité linguistique.</p> <p>Proportion des membres du personnel qui comprennent mieux la situation des FLOSM.</p> <p>Fréquence et niveau des discussions informelles parmi les membres du personnel au sujet de l'article 41.</p> <p>Nombre de gestionnaires et de membres du personnel qui ont lu (connaissent) les documents distribués au sujet de l'article 41.</p> <p>Tous les membres du personnel connaissent et comprennent leurs responsabilités à l'égard de l'article 41.</p>
---	--	--

<p>l'interne comme à l'externe.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le personnel a été invité à participer aux activités de la Semaine des langues officielles du Nouveau-Brunswick (du 28 janvier au 1^{er} février 2008). ○ CFC a veillé à ce que les membres du personnel offrent activement à la clientèle d'être servie dans la langue officielle de son choix, y compris à ce que les recrues reçoivent une formation d'offrir à la clientèle d'être servie dans la langue officielle de leur choix. ○ Les obligations et les avantages découlant de la LLO et de la mise en œuvre de l'article 41 ont été inclus dans la formation donnée aux recrues. ○ CFC a diffusé un outil de travail (CD) produit par le Conseil fédéral du Nouveau-Brunswick sur les avantages de la dualité linguistique et les réunions bilingues. ○ CFC a élaboré un plan de communication atlantique qui tient compte de la dualité linguistique dans les quatre provinces atlantiques. ○ CFC a participé à la définition du rôle et des fonctions des coordonnatrices et coordonnateurs régionaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 à Terre-Neuve en mai 2007. ○ CFC a rencontré les représentantes et représentants de Terre-Neuve-et-Labrador. 	<p>envoyés.</p> <p>Participation aux activités.</p> <p>Consultations, questions et discussions continues.</p> <p>CD disponible.</p> <p>Plan de communication efficace.</p> <p>Forum des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux, mai 2007, Terre-Neuve.</p>	<p>Nombre d'employées et d'employés qui participent.</p> <p>La dualité linguistique est renforcée au sein de l'équipe de travail et est reflétée dans les activités.</p> <p>De bonnes pratiques de travail sont utilisées (bilinguisme dans les réunions, les discussions, la planification, etc.)</p> <p>Connaissance accrue des principes directeurs de la LLO et des responsabilités des ministères dans la mise en œuvre de l'article 41.</p> <p>Connaissance accrue de la réalité et des besoins de la communauté francophone de Terre-Neuve-et-Labrador.</p>
--	---	--

<ul style="list-style-type: none"> ○ Tous les documents rédigés pour les activités commémoratives de CFC sont produits dans les deux langues officielles. ○ La recherche entreprise est effectuée de façon à faire en sorte que les documents écrits qui en découlent reflètent les réalités de la population diversifiée du Canada, y compris celles des CLOSM. 	<p>Les messages et les renseignements à l'intention des membres du personnel sont fournis dans les deux langues officielles.</p>	
--	--	--

B. CONSULTATIONS (partage d'idées et d'information avec les CLOSM)

[Activités [p. ex. comités, discussions, réunions] par lesquelles l'organisme consulte les CLOSM et dialogue avec elles pour cerner leurs besoins et leurs priorités ou pour comprendre les incidences possibles sur leur développement; activités [p. ex. tables rondes, groupes de travail] pour explorer les possibilités de collaboration dans le cadre du mandat actuel de l'organisme ou dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme ou d'une nouvelle politique; participation à des consultations des CLOSM coordonnées par d'autres instances gouvernementales; consultations des CLOSM par les bureaux régionaux pour connaître leurs préoccupations et leurs besoins.]

Résultat visé :

Établissement de liens durables entre l'organisme et les CLOSM; l'organisme et les CLOSM comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat
<ul style="list-style-type: none">○ CFC a fait en sorte que les femmes autochtones de langue officielle en situation minoritaire puissent participer au Sommet national des femmes autochtones, qui s'est tenu à Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador), du 20 au 22 juin 2007. ○ CFC a assisté à l'assemblée générale annuelle de la Coalition des femmes francophone de l'Alberta afin de déterminer les priorités actuelles et futures.	<p>Documents bilingues sur la situation des femmes autochtones et sur leurs enjeux, tels que la violence, la pauvreté, le logement, les droits de la personne, l'éducation, l'emploi, l'autonomie gouvernementale, etc.</p> <p>Une représentante de CFC a parlé du PPF, à titre de conférencière invitée et dans le cadre des</p>	<p>Nombre et nature des possibilités pour les femmes autochtones de langue officielle en situation minoritaire de participer à des consultations et de renforcer leur relation de travail avec CFC, à titre de suivi du sommet.</p> <p>Niveau de sensibilisation des ministres responsables de la condition féminine à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale (FPT), des membres du groupe de travail des hautes fonctionnaires FPT ainsi que des participantes et participants au Sommet national des femmes autochtones à l'égard des problèmes auxquels sont confrontées ces dernières, y compris les femmes autochtones de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Discussion des résultats des consultations provinciales avec cet organisme de l'Alberta afin de déterminer les priorités actuelles et</p>

<ul style="list-style-type: none"> ○ CFC a assisté à la consultation menée par Pluri-elles, l'organisation des Franco-Manitobaines, sur les stratégies de l'organisation et ses prochaines étapes; elle a profité de l'occasion pour offrir des conseils. ○ CFC a téléphoné régulièrement aux regroupements porte-parole. ○ CFC a participé aux rencontres de Femmes Équité atlantique. ○ CFC a été invité au Forum fédéral/communauté francophone de l'Île-du-Prince-Édouard en février 2008. 	<p>activités de réseautage à l'assemblée.</p> <p>CFC a formulé des commentaires et a donné son point de vue au groupe.</p> <p>Téléconférences.</p> <p>La coordonnatrice, CFC, a pris contact avec des groupes de FLOSM, notamment des Acadiennes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, à l'automne 2007.</p> <p>Liste de participantes et participants des quatre provinces atlantiques.</p> <p>Documents disponibles.</p>	<p>futures.</p> <p>Ébauche d'un document stratégique envoyée à l'agente de programme aux fins d'un examen plus poussé et de la formulation de commentaires.</p> <p>Connaissance améliorée des programmes de financement de CFC par les CLOSM.</p> <p>Le personnel du PPF comprend les besoins et la réalité des CLOSM des régions rurales.</p> <p>Appui du personnel à la dualité linguistique et bonnes pratiques de l'utilisation des deux langues officielles à l'interne.</p> <p>Le personnel du PPF — région atlantique est conscient de sa responsabilité envers les</p>
--	---	--

<ul style="list-style-type: none"> ○ CFC a maintenu la liaison avec les groupes clients et les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux. ○ CFC a tenu des séances d'information et de formation (bilingues ou en français), des réunions face-à-face ou des conférences téléphoniques sur les nouvelles modalités de financement du Programme de promotion de la femme (PPF) dans les villes suivantes : Vancouver (octobre 2007), Edmonton (octobre 2007), Winnipeg (novembre 2007), Ottawa (octobre 2007), London (novembre 2007), Sudbury (novembre 2007), Thunder Bay (novembre 2007), Toronto (novembre 2007), Ottawa (décembre 2007), Charlottetown (juin 2007), Moncton (juin 2007), Halifax (octobre 2007), St. John's (Terre-Neuve, octobre 2007). Les appels téléconférences dans la région de l'Ouest, incluant les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, ont compris des représentantes ou représentants des villes de Vancouver, Victoria, Campbell River, Kootenay, Sechelt, Penticton, Richmond, Regina, Winnipeg, Selkirk, et Thompson. ○ CFC a tenu des téléconférences avec les groupes en instance de financement et financés. 	<p>Discussions ciblées.</p> <p>Réunions, échanges, séances d'information et autres communications.</p> <p>Diaporama. Trousses d'information.</p> <p>Comptes rendus.</p>	<p>CLSM en vertu de l'article 41.</p> <p>Établissement de liens durables entre le PPF — région atlantique et les CLOSM des quatre provinces atlantiques.</p> <p>Représentation bilingue de la part de l'équipe de la région de l'Atlantique à toutes les réunions, téléconférence et autres échanges entre CFC et la clientèle.</p> <p>Nombre de participantes et participants.</p> <p>Niveau de satisfaction des participants.</p> <p>Nombre de courriels et demandes de services professionnels reçus par la suite.</p> <p>Les francophones vivant en situation minoritaire connaissent mieux les nouvelles modalités de financement du PPF.</p> <p>Réception d'appels téléphoniques de suivi de certains groupes de femmes francophones visant à clarifier davantage l'information communiquée durant les séances d'information.</p> <p>Les participantes ont dit apprécier les séances d'information, durant les séances elles-mêmes ou plus tard, lors de conversations téléphoniques subséquentes.</p> <p>Niveau de satisfaction et de compréhension.</p> <p>Qualité de l'information offerte et le nombre</p>
---	--	--

<ul style="list-style-type: none"> ○ CFC a fourni une aide professionnelle individuelle aux groupes. ○ Prestation d'une aide professionnelle par téléphone ou en personne à des CLOSM (40 personnes) dans la région de l'Atlantique. ○ Grâce aux consultations, les points de vue, les priorités et les préoccupations des CLOSM sont pris en considération. ○ Les CLOSM sont en mesure de faire connaître leurs préoccupations et d'expliquer les obstacles auxquels elles peuvent être confrontées lorsqu'elles tentent d'avoir accès aux programmes de CFC et de donner leur avis sur les politiques, les programmes et les services de cet organisme. ○ Les CLOSM font partie de la clientèle régulière des bureaux régionaux. 		<p>de CLOSM qui a reçu du financement par la suite.</p> <p>Niveau de compréhension, de connaissance et de sensibilisation à l'égard des réalités, des besoins, des enjeux et des priorités des CLOSM et des groupes de FLOSM.</p> <p>Les politiques, les programmes et les services de CFC reflètent les besoins et les préoccupations des CLOSM.</p> <p>Les CLOSM participent davantage aux programmes et aux services de CFC.</p>
---	--	---

C. COMMUNICATIONS (transmission d'information aux CLOSM)

[Activités de communication externes visant à informer les CLOSM des activités, des programmes et des politiques de l'organisme et à promouvoir le caractère bilingue du Canada; inclusion des CLOSM dans toutes les listes d'information et de distribution; utilisation du site Web de l'organisme pour communiquer avec les CLOSM.]

Résultat visé : La culture des CLOSM reflète une compréhension étendue du mandat de l'organisme; les CLOSM reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services de l'organisme.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat
<ul style="list-style-type: none"> ○ CFC a encouragé la participation des FLOSM et de leurs groupes à des activités commémorant des dates importantes, y compris la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, les Prix de la gouverneure générale en commémoration de l'affaire « personne », ainsi que le 6 décembre, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. ○ Des documents écrits ont été rédigés pour CFC et des documents concernant son mandat et ses activités quotidiennes ont été produits dans les deux langues officielles. ○ Un premier article de CFC a été publié dans le numéro de l'hiver 2008 du <i>Bulletin 41-42</i>. L'article concernait une activité à laquelle ont participé 40 jeunes femmes. Cette activité, dont le thème était <i>Le pouvoir, c'est osé</i>, avait été organisée par l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, dans le cadre d'un projet financé par le PPF de CFC. 	<p>Des documents d'information, des trousseaux d'outils et des affiches pour accompagner les activités commémoratives.</p> <p>Liste des participantes et participants.</p> <p>Contribution au <i>Bulletin 41-42</i>.</p>	<p>Nature de la reprise des sujets par les médias et réaction aux annonces faites dans les communiqués de presse.</p> <p>Statistiques de fréquentation du site Web.</p> <p>Types de réaction du public, de reprise par les médias et correspondance résultant des discours.</p> <p>Accessibilité de l'information présentée sur le site Web.</p>

<ul style="list-style-type: none"> ○ Une formation à l'analyse comparative entre les sexes (ACS) est fournie dans les deux langues officielles, au nom de Condition féminine Canada, aux ministères qui en font la demande. Cette année, deux ministères ont reçu la formation en français et trois autres ont reçu une formation bilingue. ○ De nouveaux documents de formation ont été élaborés pour les formatrices et formateurs en ACS de CFC. ○ La championne a tenu des réunions en français et en anglais avec ses collègues des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les groupes de femmes. ○ La championne a encouragé les membres du personnel à utiliser les langues officielles choisies par les partenaires, lors des réunions avec ces personnes. ○ Les groupes de FLOSM figuraient sur les listes d'envoi des documents, informations, appels de propositions, rapports, avis d'activités et renseignements sur les questions relatives aux politiques. Ils ont été informés, dans les deux langues officielles, des programmes, services et activités de CFC. ○ Des documents et des outils concernant les nouvelles lignes directrices de financement adoptées pour le PPF ont été publiés, dans les deux langues officielles, sur le site Web de CFC. 	<p>Séance de formation à l'intention du personnel des organismes centraux.</p> <p>Les documents de formation bilingues comprennent des présentations et des méthodes de prestation.</p> <p>Discussions dans les deux langues officielles.</p> <p>Courriels.</p>	<p>Niveau de sensibilisation des fonctionnaires du gouvernement et de la députation fédérale à l'égard des questions d'intérêt pour les femmes, y compris les FLOSM.</p> <p>Nombre de participantes et participants et de ministères qui demandent une formation en français, en anglais ou en format bilingue.</p> <p>Fréquence d'utilisation des documents de formation.</p> <p>Nombre de participantes et participants qui ont utilisé les deux langues officielles.</p> <p>Nombre de courriels adressés aux Communications.</p> <p>Les médias des minorités de langue officielle utilisent l'information de CFC, y compris les communiqués.</p> <p>Accessibilité de l'information sur le site Web.</p>
---	--	--

<ul style="list-style-type: none"> ○ Des documents ont été élaborés dans les deux langues officielles pour informer les CLOSM, en particulier les groupes de femmes francophones, des nouveaux mandat et objectifs du programme, de même que de ses lignes directrices en matière de financement. ○ Des renseignements concernant la nouvelle orientation du PPF en matière de financement ont été envoyés par courriel aux groupes de femmes francophones de Vancouver, d'Edmonton, de Gravelbourg (Saskatchewan) et de Winnipeg. ○ Il y a eu une distribution et un échange continus de renseignements pertinents concernant le mandat et les réalisations de l'organisme. ○ Les FLOSM de toutes les régions du pays ont accès à des numéros sans frais et à des adresses de courriel pour communiquer avec le personnel de CFC et avoir accès à des nouvelles régulières et pertinentes les concernant. ○ Préparation d'un plan de communication qui tient compte des besoins des CLOSM. 	<p>Traduction des messages destinés aux groupes.</p> <p>Information et suivi dans les deux langues officielles.</p> <p>Appels reçus. Demandes d'information.</p> <p>Documents et outils bilingues. Liste de distribution à jour. Banque de données existante. Appels réguliers aux numéros sans frais.</p>	<p>Les groupes de femmes francophones ont reçu l'information; nombre de groupes qui s'adressent au bureau régional pour obtenir de plus amples renseignements.</p> <p>Types d'échanges stratégiques avec les groupes de femmes et leurs partenaires en situation minoritaire.</p>
--	--	---

<ul style="list-style-type: none"> ○ Invitation de la haute direction de CFC à rencontrer les représentantes et représentants des CLOSM. 	<p>Quatre téléconférences.</p>	<p>Les CLOSM connaissent les priorités de CFC et peuvent les refléter dans leurs demandes de financement.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Invitation des représentantes et représentants régionaux des CLOSM à rencontrer le personnel du PPF à l'occasion de la retraite des membres du personnel du Programme et des Opérations régionales (PPF-OR). 	<p>Rencontres planifiées entre CFC-PPF et des porte-parole francophones.</p>	<p>Huit membres représentant les regroupements francophones reçoivent de l'information pertinente sur le PPF-OR et CFC.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les groupes de femmes ont accès à du personnel de soutien et à une équipe majoritairement francophone. 	<p>Invitations acceptées.</p>	<p>Trente membres du personnel du PPF-OR reçoivent de l'information pertinente sur les réalités et besoins des CLOSM de la région atlantique.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les groupes de femmes ont accès à tout le matériel pertinent concernant le mandat et les réalisations de l'organisme et du PPF. 	<p>Site Web, lignes directrices, formulaires et exemples de projets.</p>	<p>Ontario : trois francophones bilingues sur les quatre agentes.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les groupes de femmes ont accès à tout le matériel pertinent concernant le mandat et les réalisations de l'organisme et du PPF. 	<p>Communiqués de presse.</p>	<p>Bureau national : trois agentes, toutes francophones bilingues.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les CLOSM peuvent obtenir, sur le site Web de CFC, des renseignements concernant les programmes et services de l'organisme, ainsi que les communiqués, les annonces et les discours récents ou anciens (archives). 	<p>Liste de projets qui ont reçu du financement de CFC.</p>	<p>Statistiques de fréquentation du site Web – version française.</p>
		<p>Nombre de courriels reçus de la part des groupes de femmes.</p>
		<p>Nombre de demandes de financement de groupes dans les CLOSM.</p>
		<p>Les Canadiennes et Canadiens membres d'une minorité de langue officielle utilisent les outils de communication de CFC.</p>

D. COORDINATION ET LIAISON (financement non compris — coordination à l'interne et liaison avec d'autres institutions gouvernementales)

[Activités de coordination (recherches, études, réunions, etc.) menées par l'organisme avec d'autres institutions fédérales ou d'autres ordres de gouvernement; participation à des activités organisées par d'autres institutions fédérales, d'autres ordres de gouvernement, etc.; participation des championnes et champions des langues officielles ainsi que des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux, etc., à divers forums gouvernementaux.]

Résultat visé : Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des CLOSM et partager les pratiques exemplaires.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat
<ul style="list-style-type: none"> ○ CFC a poursuivi ses efforts, dans le cadre de ses interactions avec des ministères et d'autres organismes fédéraux, d'autres ordres de gouvernement, des intervenantes et intervenants ainsi que des organisations non gouvernementales, pour refléter et promouvoir le caractère bilingue du Canada, et pour faire en sorte que tous les produits de communication et toutes les interactions soient accessibles aux deux groupes linguistiques officiels. ○ CFC a maintenu son partenariat étroit avec PCH, grâce à de fréquentes communications et consultations, y compris les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le 29 novembre 2007, la championne et la coordonnatrice nationale de la mise en œuvre de l'article 41 ont assisté au troisième Forum annuel sur les pratiques exemplaires en matière de langue officielle, intitulé « Les langues officielles renforcées grâce aux bonnes pratiques », une réunion à laquelle assistaient les championnes et champions, les cochampionnes et cochampions ainsi que les 	<p>Produits de planification et de communication concernant les réunions, les activités, les conférences de presse, etc.</p>	<p>Nombre de participantes et participants aux réunions et aux activités.</p> <p>Communication facile pour les personnes des deux groupes linguistiques officiels.</p> <p>Nature des commentaires et de la couverture médiatique.</p> <p>Réseautage entre représentantes et représentants des institutions fédérales.</p>

<p>coordonnatrices et coordonnateurs nationaux de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La coordonnatrice nationale responsable de la mise en œuvre de l'article 41 a assisté aux réunions périodiques, organisées par PCH à l'intention des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux des principaux organismes fédéraux responsables de la mise en œuvre de l'article 41. ➤ La directrice par intérim de la région de l'Atlantique a participé à la réunion régionale des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41, qui s'est tenue à St. John's, du 28 au 30 mai 2007. Elle a aussi proposé que cinq groupes de FLOSM de Terre-Neuve-et-Labrador soient invités à la réunion. <ul style="list-style-type: none"> ○ La coordonnatrice nationale responsable de la mise en œuvre de l'article 41 a assisté, le 15 mai 2007, à la présentation du <i>Rapport annuel 2006-2007</i> du commissaire aux langues officielles. ○ Le 9 octobre 2007, la championne et la coordonnatrice nationale de la mise en œuvre de l'article 41 ont assisté au lancement de la Campagne d'information sur les langues officielles organisée par l'Agence de la fonction publique du Canada. En outre, différents documents concernant la campagne ont été distribués aux membres du personnel. ○ Les réunions se sont déroulées conformément à la brochure intitulée <i>La présidence des réunions : Comment tenir vos réunions avec succès dans les deux langues officielles</i>. 	<p>Présentations.</p>	<p>Degré de participation des groupes de femmes de langue officielle minoritaire à la réunion régionale.</p> <p>Mesure dans laquelle les préoccupations et les enjeux des FLOSM sont pris en considération.</p> <p>Réseautage entre représentantes et représentants des institutions fédérales.</p>
---	-----------------------	---

<ul style="list-style-type: none"> ○ Participation à la Table de concertation sur l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick. ○ Coordination de rencontres interministérielles. ○ Participation aux rencontres du comité interministériel des langues officielles au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. ○ Participation à l'équipe rurale du Nouveau-Brunswick, au Conseil fédéral du Nouveau-Brunswick et Conseil fédéral de la Nouvelle-Écosse. ○ Rencontre en vue d'établir des partenariats : <ul style="list-style-type: none"> ● Patrimoine canadien; ● Ressources humaines et Développement social Canada; ● Direction générale de la condition féminine de l'Ontario; ● Travaux publics et Services gouvernementaux – Publiservice. 	<p>Liste des participantes et participants des institutions.</p> <p>Membres des comités interministériels.</p> <p>Partage d'information ou échange de pratiques exemplaires.</p> <p>Rencontres régulières bilingues.</p> <p>Produits et outils d'information bilingues.</p> <p>Préparation de documentation.</p> <p>Données sur les groupes.</p> <p>Résultats visés.</p>	<p>Liens durables développés entre les intervenantes et intervenants fédéraux et les CLOSM.</p> <p>Connaissance accrue des réalités régionales et des besoins des CLOSM.</p> <p>Maintien de liens créés avec des partenaires potentiels (Agence de promotion économique du Canada atlantique, PCH, province, etc.) pour contribuer à la vitalité des communautés dans les quatre provinces atlantiques.</p> <p>Capacité accrue des institutions et compréhension commune entre partenaires pour favoriser le développement des CLOSM.</p> <p>Nombre d'ententes de partenariats en cours.</p>
---	--	---

E. FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES

[Mise en œuvre des programmes et prestation des services de l'organisme; financement, seul ou en collaboration avec d'autres institutions fédérales, des projets des CLOSM; intégration des besoins des CLOSM à la prestation des programmes et services de l'organisme.]

Résultat visé : Les CLOSM font partie de la clientèle régulière de l'organisme et ont un accès adéquat à ses programmes et services ; les besoins des CLOSM (p. ex. dispersion géographique, possibilités de développement) sont pris en considération.		
Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat
<ul style="list-style-type: none"> ○ Un financement de 1 805 358 \$ a été approuvé pour les projets de dix groupes de FLOSM. Six projets ont été financés conjointement par le PICLO et le PPF. ○ Un financement de 3 412 496 \$ a été approuvé pour seize initiatives additionnelles, lancées par d'autres groupes, mais ciblant les FLOSM et d'autres femmes. ○ Sur les 26 projets financés en 2007-2008, huit émanaient d'organismes qui n'avaient jamais encore été clients de CFC. ○ CFC administre des fonds d'un million de dollars par année accordés à l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) pour son initiative quinquennale (2005-2010) Sœurs par l'esprit. L'AFAC est tenue, en vertu d'un accord de contribution, de respecter la <i>Politique fédérale du Conseil du Trésor sur les langues officielles</i>, s'il y a lieu. L'AFAC s'est efforcée de fournir des activités et des programmes dans les deux langues officielles. ○ CFC a rencontré les groupes de femmes francophones 	<p>Dix projets ont été mis en œuvre par des groupes de FLOSM.</p> <p>Seize projets ont été mis en œuvre par d'autres groupes et les FLOSM étaient l'un des groupes ciblés.</p> <p>Prestation de services professionnels.</p>	<p>Volume du soutien financier.</p> <p>Nombre de projets financés.</p> <p>Nombre de projets financés conjointement par le PICLO et le PPF.</p> <p>Nombre de groupes clients.</p> <p>Statistiques de fréquentation du site Web.</p> <p>Nombre de demandes de financement reçues de groupes de femmes francophones.</p> <p>Capacité accrue de présenter des demandes</p>

<p>afin de les aider à élaborer leurs propositions de financement</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La coordonnatrice, CFC, a pris contact avec des groupes de FLOSM afin de leur présenter le PPF. Elle a notamment rencontré des Acadiennes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à l'automne 2007. ○ CFC a continué d'évaluer des propositions à la lumière des possibilités de participation des FLOSM et de l'incidence sur les CLOSM. ○ CFC a assuré que le nombre de subventions et de contributions recommandé corresponde à la diversité des CLOSM et à leur répartition géographique. ○ CFC a considéré les langues officielles lors de l'examen des dossiers/projets du Fonds communautaire pour les femmes et Fonds de partenariat pour les femmes. ○ CFC a identifié les clientes et clients potentiels. 	<p>Nouvelles lignes directrices en matière de financement du PPF, nouveau formulaire de demande, renseignements sur le renouvellement du PPF, etc.</p> <p>Demandes de financement reçues en provenance des groupes francophones dans les quatre provinces atlantiques.</p> <p>Liste de clients mise à jour.</p>	<p>de financement au PPF-OR.</p> <p>Nombre de propositions reçues du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.</p> <p>Nombre de nouveaux groupes qui prennent contact avec CFC.</p> <p>Les 17 demandes de financement en français reçues en 2007-2008 de la région de l'Atlantique reflètent la diversité des CLOSM.</p>
---	---	--

F. RESPONSABILISATION

[Activités par lesquelles l'organisme intègre son travail de mise en œuvre de l'article 41 de la LLO à ses mécanismes de planification et de responsabilisation [p. ex. rapport sur les plans et les priorités, rapport ministériel sur le rendement, plan d'affaires de l'organisme, état des réalisations relatif à la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO, etc.]; évaluations et vérifications internes des programmes et des services; examen régulier des programmes et des services ainsi que des politiques par les cadres supérieures de l'organisme pour assurer la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.]

Résultat visé :

Pleine intégration de l'article 41 de la LLO et de la perspective des CLOSM aux politiques, programmes et services de l'organisme; la structure de responsabilisation, les évaluations internes et les examens des politiques permettent de déterminer comment mieux intégrer la perspective des CLOSM.

Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les outils de mesure du rendement fournis par PCH ont servi à préparer l'<i>État des réalisations axées sur les résultats 2007-2008</i>. ○ CFC a intégré la prise en considération de l'article 41 à son processus de planification et de responsabilisation, ainsi qu'à l'élaboration de son RPP et de son RMR. ○ Il y a eu un examen régulier des dossiers, dans la mesure où ils avaient trait aux CLOSM. ○ Il y a eu des discussions internes ayant un lien direct avec les priorités des CLOSM. ○ Mise en œuvre du processus interne, nouveau PPF. 	<p>État des réalisations, article 41.</p> <p>Les engagements à l'égard de l'article 41 ont été inclus dans le RPP et le RMR de CFC.</p> <p>Prise en considération du bilan des membres du personnel dans le rapport annuel.</p> <p>Commentaires, discussions, conférences téléphoniques,</p>	<p>Mesure dans laquelle le document répond aux exigences en matière de rapport.</p> <p>Nombre de rapports de CFC qui tiennent compte des responsabilités conférées à cet organisme en vertu de l'article 41.</p> <p>Renforcement positif pour la mise en œuvre des mesures stratégiques liées au rendement de CFC.</p> <p>La dualité linguistique est renforcée dans le fonctionnement interne.</p> <p>Amélioration de la vitalité des CLOSM.</p>

○ Embauche d'une équipe de travail efficace et efficiente.	rapport annuel Personnel bilingue.	Tout le personnel de l'équipe atlantique a la capacité de servir la clientèle dans la langue de son choix.
--	---------------------------------------	--

Initiatives lancées par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire

ATLANTIC / ATLANTIQUE

ATLANTIC INTER-PROVINCES / PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

ASSOCIATION ACADIENNE ET FRANCOPHONE DES AÎNÉES ET AÎNÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK / ACADIAN AND FRANCOPHONE ASSOCIATION OF NEW BRUNSWICK SENIORS

553 000 \$

****Rencontre des générations (RDG)*

Femme Équité Atlantique (FEA) a soumis une demande de projet au nom de l'Association des aînées et aînés francophones du Nouveau-Brunswick. Cet organisme a accepté de gérer le projet « Rencontre des générations (RDG) ». Ce projet permet de faire le point et de trouver des solutions aux barrières auxquelles se heurtent les jeunes femmes (16-30 ans) et les femmes (50 ans) acadiennes et francophones de tous horizons qui vivent, dans les quatre provinces de l'Atlantique, dans les communautés de langue officielles en situation minoritaire (CLOSM). Ce modèle stratégique de concertation intergénérationnelle et de mentorat pourra facilement être adapté ailleurs au pays.

[****Rencontre des Générations*]

This project was proposed by Femme Équité Atlantique and will be managed by the Association des aînées et aînés francophones du Nouveau-Brunswick. "Rencontre des Générations" will find solutions to the barriers faced by young women (16 to 30 years of age) and older women (50 years and over) of Acadian and other Francophone origin from every walk of life who reside in a minority official language community in the Atlantic provinces. This model of intergenerational consultation and mentorship can be adapted for use in other parts of Canada.

****Multiyear / Pluriannuel*

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE DU NOUVEAU-BRUNSWICK / NEW BRUNSWICK COALITION FOR PAY EQUITY COALITION

[****Les outils d'équité salariale – Pour le bénéfice des femmes*]

Ce projet en trois phases permettra d'élaborer et de mettre à l'essai des démarches nouvelles et novatrices qui font appel aux connaissances et à l'expérience des femmes actives sur le marché du travail au Nouveau-Brunswick; ainsi, 75 femmes qui occupent des emplois traditionnellement féminins ou à prédominance féminine au Nouveau-Brunswick, ou qui étudient dans l'un de ces domaines, se verront proposer diverses façons d'obtenir une rémunération égale pour un travail de valeur égale ou comparable. On souhaite également sensibiliser davantage les étudiantes à la question de l'équité salariale. Par conséquent, le grand public sera mieux informé de l'évolution constante de la question de l'équité salariale et de ses répercussions sur la situation économique des femmes.

338 108 \$

****Tools for pay equity: Making it Work for Women*

Using the expertise and experience of women in New Brunswick's workforce, this project will develop and experiment with innovative approaches to provide 75 women working and studying in traditionally or predominantly female jobs with options to access equal pay for work of equal or comparable value. The project will also increase students' awareness of the issue of pay equity. As a result, the public will be better informed about the constant evolution of the pay equity issue and its effect on women's economic conditions.

****Multiyear / Pluriannuel*

REGROUPEMENT FÉMINISTE DU NOUVEAU-BRUNSWICK (RFNB)

Les Femmes francophones regroupées et mobilisées pour un développement concerté

53 500 \$

Dans les prochains 12 mois, le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick (RFNB) va travailler avec le Forum de concertation des organismes acadiens afin de concrétiser l'inclusion des priorités des femmes dans le prochain Plan de développement global (PDG) de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. Des sessions d'information et de formation avec une diversité de femmes et de groupes communautaires servira à articuler une stratégie d'inclusion des besoins des femmes, sensibilisera les 34 organismes membres du forum pour assurer la participation des femmes à l'essor et à la vitalité de la communauté acadienne pour les années à venir. Le groupe compte se servir de l'Analyse comparative entre les sexes (ACS) pour faire son travail de sensibilisation et d'éducation auprès de la grande communauté acadienne.

[Women joining together and mobilizing for co-operative development]

Over the next 12 months, the RFNB will work with the Forum de concertation des organismes acadiens et francophones du Nouveau-Brunswick in order to ensure that women's priorities are included in concrete terms in the next Plan de développement global (PDG) of New Brunswick's Acadian and French-speaking community. Briefing and training sessions with a diverse range of women and community groups will be used to articulate a strategy for including women's needs and to heighten awareness among the Forum's 34 member organizations, in order to ensure that women are part of the Acadian community's growth and vitality in future. In its awareness-raising and education work with the larger Acadian community, the RFNB will make use of gender-based analysis (GBA).

BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE-BRITANNIQUE

RÉSEAU-FEMMES COLOMBIE-BRITANNIQUE

[Former des leaders communautaires]

Le projet permettra d'outiller plus d'une centaine d'immigrantes francophones et de femmes issues de minorités visibles, particulièrement celles vivant en multiples situations d'isolement ou de marginalisation; ces femmes pourront ainsi accroître leur capacité à prendre part aux décisions qui touchent leur collectivité et influencent leur sécurité économique et personnelle.

33 740 \$

Formation en Leadership communautaire

The project aims to enable more than a hundred immigrant or visible minority francophone women, specifically those living in multiple situations of isolation or marginalization, to increase their capacity to take part in decisions that affect their communities and influence their economic and personal security.

ONTARIO

ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Femmes francophones de l'Ontario : savoir pour pouvoir

166 000 \$

Ce projet de 17 mois vise à améliorer la sécurité de 1 000 femmes victimes de violence qui sont en transition par le biais d'outils additionnels destinées à 49 travailleuses francophones du Programme provincial d'appui transitoire et de soutien au logement auquel font appel les femmes au moment d'un divorce ou d'une séparation. Ces outils leur permettront de répondre à leurs questions à une période de leur vie où elles sont particulièrement vulnérables. Ces outils les informeront sur leurs droits en matière de logement; sur l'accès à l'aide sociale; aux services d'avocat-es; les stratégies à leur disposition, et les recours possibles pour retrouver le plus rapidement possible une vie normale.

[Ontario Francophone women: knowledge for power]

This 17-month project seeks to improve the safety of 1,000 women victims of violence who are in transition through additional tools for 49 Francophone women working in the Ontario Transitional and Housing Support Program, used by women going through a divorce or separation. These tools will enable the workers to answer the women's questions at a time when they are particularly vulnerable. The tools will inform the women about: their rights with regard to housing; accessing social assistance; legal services; strategies available to them; and potential aids for returning to normal life as quickly as possible.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU GRAND TORONTO (CDES)

Le marché de Mokolo

30 510 \$

Ce projet pilote d'une durée de 8 mois vise à sensibiliser, former et soutenir 50 femmes immigrantes et afro-canadiennes de la région de Toronto et de ses environs qui distribuent leurs produits et services dans un circuit informel afin qu'elles sortent progressivement de l'économie souterraine et s'intègrent dans un système d'économie structuré. Par le biais d'ateliers et de rencontres, les participantes recevront une formation sur les inconvénients de fonctionner dans un circuit informel versus un circuit normal, sur le système économique canadien, la gestion de stock, la croissance, les choix stratégiques, le positionnement à court et moyen terme, le marketing et l'entreprise sociale. Les participantes pourront louer des kiosques à des prix modiques afin d'exposer et de vendre leur produits et services et ainsi augmenter leur pouvoir d'achat et leur autonomie financière.

[Mokolo Market]

This eight-month pilot project seeks to inform, train and support 50 immigrant and Afro-Canadian women in Toronto and surrounding areas who distribute their goods and services through informal channels, so that they can gradually leave the underground economy and integrate into a structured economic system. Through workshops and meetings, the participants will receive training on the drawbacks of operating in an informal system versus a normal one, as well as on Canada's economic system, inventory management, growth, strategic choices, short- and medium-term positioning, marketing, and social enterprise. Participants can rent booths at low rates to display and sell their goods and services, thus increasing their purchasing power and financial autonomy.

COMITÉ RÉSEAU

Équité en matière de services aux femmes francophones victimes de violence à Ottawa

140 000 \$

Ce projet de 18 mois comporte deux volets; le premier vise à mettre fin au racisme systémique auquel sont confrontées les femmes francophones et les femmes immigrantes à Ottawa et fait suite au Forum sur le racisme organisé par le Comité Réseau, à Ottawa en novembre 2007. Un guide de bonnes pratiques sera créé à la suite d'une consultation électronique auprès de vingt agences qui offrent des services aux femmes victimes de violence et auprès de 5 organisations travaillant avec les femmes immigrantes à Ottawa; ce guide sera validé lors d'une rencontre de validation en 2009 par les 20 agences participantes. Le Comité Réseau s'assurera de diffuser le guide et de faire des présentations auprès de plusieurs institutions : la Société d'aide à l'enfance ; Ontario au Travail; la Police d'Ottawa; les centres de ressources pour les femmes et les centres communautaires. Le 2^e volet vise à aborder la violence faite aux femmes âgées francophones à Ottawa en offrant 8 à 10 ateliers de sensibilisation à 60 femmes âgées victimes de violence avec l'appui d'une vidéo produite par l'Union Culturelle des franco-ontariennes.

[*Equity in services for Francophone women victims of violence in Ottawa*]

This 18-month project has two components. The first is intended to put an end to the systemic racism faced by Francophone and immigrant women in Ottawa; it follows up on the forum on racism organized by Comité Réseau in Ottawa in November 2007. A guide to best practices will be created following on-line consultation with 20 agencies providing services to women victims of violence and 5 organizations working with immigrant women in Ottawa; the guide will be approved at a meeting for this purpose in 2009 by 20 participating agencies. Comité Réseau will take responsibility for distributing the guide and making presentations to a number of institutions: the Children's Aid Society; Ontario Works; the Ottawa Police; women's resource centres; and community centres. The second component is intended to address violence against senior Francophone women in Ottawa by offering 8 to 10 awareness workshops for 60 senior women victims of violence, using a video produced by the Union Culturelle des franco-ontariennes.

LE PHÉNIX: SERVICE D'INTÉGRATION SOCIALE

L'inclusion...ça s'adapte

109 500 \$

Le Phénix offrira une série de 15 séances d'information à 60 participantes vivant avec un handicap apparent ou non apparent. Les thèmes porteront sur l'identification des champs d'intérêt; les propositions d'options professionnelles; les aptitudes à l'emploi; la préparation à l'entrevue; l'adaptation en milieu de travail et la planification budgétaire. Le Phénix offrira des séances d'information et des ateliers aux employeurs et aux autres responsables du développement économique en vue de les sensibiliser aux défis et aux besoins spécifiques des femmes en vue de favoriser leur embauche. Des protocoles « projet employabilité » seront signés entre les acteurs du développement économique et le Phénix.

L'inclusion...ça s'adapte

Le Phénix will offer a series of 15 information sessions to 60 participants living with a visible or non-visible disability. The topics will cover the identification of areas of interest, occupational options, job skills, interview preparation, adaptation in the workplace and budgeting. Le Phénix will offer information sessions and workshops to employers and other officials responsible for economic development to enhance their awareness of the challenges and specific needs of women in order to encourage them to hire them. "Employability project" protocols will be signed between the economic development players and Le Phénix.

**TABLE FÉMINISTE FRANCOPHONE DE CONCERTATION PROVINCIALE DE L'ONTARIO /
ONTARIO PROVINCIAL FRANCOPHONE FEMINIST ROUNDTABLE**

Sécurité économique des femmes francophones de l'Ontario : diversité et inclusivité

144 600 \$

Ce projet de 18 mois mobilisera 155 femmes âgées, immigrantes ou issues des minorités visibles et cinq instances décisionnelles qui participent au développement économique de l'Ontario. Ensemble, ces deux groupes trouveront des solutions concrètes qui permettront aux femmes d'améliorer leur situation économique. Les femmes cerneront et documenteront les obstacles qui freinent leur participation à l'économie; elles proposeront des solutions qui faciliteront leur intégration au développement économique de leur région. Elles s'informeront des organismes qui offrent des programmes et services et apporteront les changements qui s'imposent. Une rencontre provinciale engagera les groupes de femmes et les partenaires clés dans la mise en œuvre d'un plan intégré de développement qui associera les femmes ciblées à des projets spécifiques. Au terme de ce projet, ces femmes auront compris comment fonctionnent les organismes clés; et elles auront en main les outils nécessaires pour participer à la création d'entreprises et trouver des emplois leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les femmes auront documenté leurs résultats et validé leurs stratégies. Elles auront également repéré les partenaires avec lesquels elles pourront mettre en œuvre des initiatives économiques locales.

[Economic Security for Ontario's Francophone Women: Diversity and Inclusivity]

A group of 155 senior, immigrant and visible minority women will work with five of Ontario's economic development decision-making bodies to identify how to improve women's economic status. Participants will identify and document obstacles to their participation in the economy, and will propose how they can get involved in their regions' economic development. They will identify organizations that offer programs and services *in this area and propose concrete improvements*. At a provincial meeting, women's organizations and key partners will work on an integrated development plan that will include targeted women in specific projects. This project will integrate the key organizations and provide tools to help women create businesses or find jobs that will enable them to meet their needs and those of their families. The participants will document their results, validate their strategies, and identify partners for local economic initiatives.

SASKATCHEWAN

FÉDÉRATION PROVINCIALE DES FRANSASKOISES

Ressources-mobiles pour développement économique au féminin

236 400 \$

Ce projet compte établir un service de personnes ressources mobiles formées dans différents secteurs de développement économique et services sociaux, francophones. Les formateurs se déplaceront chaque mois à travers les communautés francophones en milieu urbain et rural afin de donner différents ateliers de formation aux femmes, axés sur le développement économique et d'offrir des consultations privées selon la demande. Les visites en communauté permettront également de détecter les besoins non-divulgués (ex : violence conjugale, besoins spéciaux des immigrantes) et de former un noyau de personnes ressources local mettant à profit l'expertise des aînées afin d'aider les plus jeunes femmes. Ce projet novateur établira aussi un service de personnes ressources disponibles cinq jours semaines pour assurer un suivi aux demandes reçues lors des visites en communauté et une ligne sans frais pour répondre aux questions des femmes.

[Mobile Resources for Women's Economic Development]

The aim of this project is to establish a unit of French-speaking mobile resource persons trained in the various areas of economic development and social services. The trainers will travel to different locations each month throughout Francophone communities in urban and rural areas to conduct various workshops on economic development for women and hold private consultations, as required. Community visits will also provide an opportunity to identify unreported needs (e.g. spousal abuse, special needs of immigrant women) and to form a core of resource persons drawing on the expertise of senior women to assist younger ones. This innovative project will also establish a unit of resource persons available five days per week to respond to requests gathered during community visits and a toll-free telephone line where women can direct their questions.

TOTAL: 10 projets / projects

1 805 358 \$

Initiatives comportant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire

NATIONAL

POWER CAMP NATIONAL / FILLES D'ACTION

Skills and Support: Mentorship and Training for Young Women in Marginalized Communities

283 594 \$

This 18-month project will provide mentorship, training and action opportunity to 995 young women in marginalized communities, especially in Northern regions and the Territories, where they are more susceptible to sexual violence, abuse, poverty and identity crises. With tailored training and support programs, young women will take action to free their lives from violence and prepare themselves to become economically autonomous. Communities will also be requested to develop violence prevention strategies.

[Compétences et soutien : Mentorat et formation pour les jeunes femmes de collectivités marginalisées]

Ce projet d'une durée de 18 mois permettra de fournir un mentorat, une formation et des possibilités d'action à 995 jeunes femmes qui vivent dans certaines collectivités marginalisées, notamment dans les régions nordiques et les territoires. Là, elles sont plus exposées à la violence sexuelle, à l'exploitation, à la pauvreté et aux crises d'identité. Grâce à des programmes de formation et de soutien spécialement conçus pour elles, les jeunes femmes prendront des mesures pour se soustraire à la violence et mieux se préparer à devenir autonomes sur le plan économique. En outre, les collectivités devront concevoir des stratégies de prévention de la violence. Grâce à une évaluation continue, on s'assurera que l'organisme veille au bon fonctionnement du projet et que les outils et programmes comprennent les leçons apprises et les pratiques exemplaires.

WOMEN IN CITIES INTERNATIONAL / FEMMES ET VILLES INTERNATIONALES

528 800 \$

****Creating Safer Communities for Marginalized Women and Everyone*

This three-year project will increase women's safety and improve the safety infrastructure in four urban communities across Canada: Regina, Peel, Montréal and Gatineau. Sixty women representing the four targeted populations (Aboriginal, immigrant, older and disabled women) will work with municipal partners and local women's organizations to conduct safety audits on priority issues for each target group. The audits relate to the various types of violence that exist, as well as to the solutions: better public transportation, increased awareness of safety measures, better policing, and improved housing and employment conditions for vulnerable populations.

****Créer des collectivités plus sûres pour les femmes marginalisées et pour tout le monde]*

Ce projet d'une durée de trois ans permettra d'accroître la sécurité des femmes et d'améliorer l'infrastructure concernant la sécurité dans quatre communautés urbaines du Canada : Regina, Peel, Montréal et Gatineau. Soixante femmes issues des quatre groupes prioritaires effectueront directement, avec des partenaires municipaux et des groupes locaux de femmes, des vérifications de sécurité portant sur les principales situations vécues par chaque groupe cible. Ces vérifications permettront d'améliorer la sécurité dans chacun des secteurs; on pourra en même temps s'attaquer aux différentes formes de violence et élaborer des solutions : implanter de meilleurs transports en commun, sensibiliser les gens aux mesures de sécurité, offrir de meilleurs services de police et de meilleures conditions de logement et d'emploi aux populations vulnérables.

***Multiyear / Pluriannuel

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

CROSSROADS FOR WOMEN INC. / CARREFOUR POUR FEMMES INC.

Recognizing the signs of family violence; and promoting healthy relationships.

27 444 \$

The goal of this 12-month project is to enable 130 young women victims of family violence to recognize and differentiate between healthy relationships and unhealthy relationships, and to recognize the signs of family violence. Young women aged 11 to 17, who face multiple obstacles such as alcohol and drug addiction, mental health issues, justice issues, housing problems or those seeking refuge from domestic violence will be participating with key front-line interveners in a series of training sessions and roundtable discussions to input in the development of specific tools, including a guide and other resources, to better respond to the needs of these young women using the services of, or residing at, Crossroads for Women transition house.

Reconnaître les signes de violence familiale et favoriser de saines relations.

Le but de ce projet d'une durée de 12 mois est de permettre à 130 jeunes femmes victimes de violence familiale de comprendre ce que sont les relations saines et de les distinguer des relations malsaines, ainsi que de reconnaître les signes de la violence familiale. Des jeunes femmes de 11 à 17 ans qui se heurtent à de multiples obstacles, comme la dépendance à l'alcool et aux drogues, des problèmes de santé mentale, des démêlés avec la justice ou des problèmes de logement, ou encore, qui cherchent un refuge contre la violence familiale, participeront avec des intervenantes et intervenants de première ligne clés à une série de séances de formation et de discussions en table ronde afin de contribuer à l'élaboration d'outils spécifiques, notamment un guide et d'autres ressources, pour mieux répondre aux besoins des jeunes femmes qui font appel aux services de la maison de transition Carrefour pour femmes ou qui y résident.

FREDERICTON SEXUAL ASSAULT CRISIS CENTRE (FSACC)

Branching Out: Development and evaluation of innovative service delivery models in New Brunswick communities.

345 000 \$

This 18-month initiative will develop and test new and innovative grassroots models of service delivery for survivors of sexual assault in New Brunswick communities. They will engage three communities to develop and pilot service delivery models based on community assessments and will provide support and training to the communities in order to implement and evaluate these models. These communities will be selected to represent a sample of the population (Anglophone, Francophone, First Nations and immigrant women). By testing these new approaches to sexual assault services, the Fredericton Sexual Assault Crisis Centre will be able to share the feasibility of these approaches with the Provincial Government, so that the models can be adopted within the Provincial Strategy on sexual assault services.

Diversification : élaboration et évaluation de modèles innovateurs de prestation de services dans les collectivités du Nouveau-Brunswick

Cette initiative d'une durée de 18 mois consistera à élaborer et mettre à l'essai de nouveaux modèles communautaires innovateurs de prestation de services aux survivantes d'une agression sexuelle et à d'autres femmes des collectivités du Nouveau-Brunswick. On fera appel à trois collectivités pour élaborer des modèles de prestation de services fondés sur des évaluations communautaires, et on offrira du soutien et de la formation aux collectivités afin de mettre en place et d'évaluer ces modèles. Les collectivités seront choisies de manière à former un échantillon représentatif de la population (femmes francophones, anglophones, des Premières nations et immigrantes).

En mettant à l'essai ces nouvelles approches des services en matière d'agression sexuelle, le Fredericton Sexual Assault Crisis Centre pourra faire part au gouvernement provincial de la faisabilité de ces approches de sorte qu'on puisse intégrer les modèles à la Stratégie provinciale en matière d'agression sexuelle.

MAKING WAVES INC. / VAGUE PAR VAGUE INC.

****Getting on the Same Wavelength: Creating a Sustainable Model for Relationship Violence Prevention in New Brunswick*

170 521 \$

This is one component of Making Waves/Vague par vague's process to create a sustainable, effective framework for preventing relationship violence in New Brunswick. The organization is working with four regions representing five school districts to recruit, train and engage 160 community and student champions to present Making Waves/Vague par vague events in their communities. This project will reach and engage young women and men in a peer support process, while exploring and raising awareness of dating violence. The model is adaptable for use in other provinces.

*[***Prendre la même vague : créer un modèle viable de prévention de la violence relationnelle au Nouveau-Brunswick]*

Cette initiative s'inscrit dans le plan de Making Waves/Vague par vague, par lequel l'organisme consolide, pour la province du Nouveau-Brunswick, un modèle cadre de prévention de la violence relationnelle viable et efficace. L'organisme intervient dans quatre régions représentant cinq districts scolaires; il y recrute, forme et engage 160 champions communautaires et étudiants qui joueront un rôle de premier plan dans la présentation, au sein de leur propre collectivité, des événements organisés par Making Waves/Vague par vague. Ce projet aura des effets multiples sur les programmes de prévention de la violence au Nouveau-Brunswick, car il s'adresse à des jeunes, femmes et hommes, et les engage dans un processus de soutien par les pairs; il les conduit à approfondir la question de la violence qui sévit dans les fréquentations, et les y sensibilise. Ce projet type pourra être adapté et servir à d'autres provinces.

****Multiyear / Pluriannuel*

PUBLIC LEGAL EDUCATION AND INFORMATION SERVICE OF NEW BRUNSWICK / SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION JURIDIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

56 826 \$

Community Safety: Reaching Abused Women with Key Family Violence Messages

This pilot project will help approximately 3,000 abused rural women to increase their safety and deal with problems caused by systemic barriers (poverty, low literacy and unemployment) and structural barriers (lack of services such as housing, daycare, health care and transportation). The project also addresses safety and security issues associated with the use and storage of firearms (suicide, accidents and homicides). The group will enhance the safety of rural Aboriginal, Anglophone and Francophone women in the Miramichi region. The lessons and bilingual tools that result from this project will be shared with all partners and interested groups working in other rural settings.

[La sécurité communautaire : communiquer aux femmes victimes de violence des messages clés sur la violence familiale]

Ce projet pilote du Nouveau-Brunswick permettra d'aider environ 3 000 femmes victimes de violence en milieu rural à prendre des mesures pour accroître leur sécurité, à s'attaquer à certains des facteurs propres aux obstacles systémiques (la pauvreté, l'alphabétisation, l'emploi) et à des obstacles structurels (manque de services tels que le logement, les services de garde d'enfants, les soins de santé, le transport), et à aborder des questions de sécurité liées à l'utilisation et à l'entreposage des armes à feu (le suicide, les accidents et les homicides). Le groupe prendra des mesures pour accroître la sécurité des femmes autochtones, anglophones et francophones qui vivent dans la région rurale de Miramichi en les aidant à faire face aux facteurs propres à l'expérience de la violence en milieu rural. Les leçons apprises et les outils bilingues utilisés seront partagés avec tous les partenaires et les groupes intéressés qui travaillent dans des milieux ruraux.

SOUTHERN GULF OF ST.LAWRENCE COALITION ON SUSTAINABILITY (COALITION-SGSL)

Women in Coastal Communities – Securing a Healthy Economic Future

63 475 \$

In collaboration with key business and community partners, this 11 month mentorship project will target 200 low-income women residing in coastal communities along the Southern Gulf of St. Lawrence. Eight learning sessions will be delivered in both official languages to women in coastal regions demonstrating how they could start small businesses through marketable products or services, and help them to consider the sustainability of their communities in their business planning. The Coalition will provide ongoing support to at least 20 of these women with a mentorship program which could easily be adaptable in other coastal and rural regions across the country.

Les femmes dans les collectivités côtières – Garantir un avenir économique dynamique

Réalisé en collaboration avec d'importants partenaires du milieu des affaires et de la collectivité, ce projet de renforcement des capacités et de mentorat, d'une durée de 11 mois, s'adresse à 200 femmes à faible revenu habitant des collectivités côtières du Sud du golfe du Saint-Laurent. Le projet permettra d'offrir huit sessions d'apprentissage, dans les deux langues officielles, aux femmes des régions côtières (Nouveau-Brunswick, Québec, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard); il servira à démontrer comment les femmes peuvent fonder de petites entreprises grâce à des produits ou des services commercialisables; les participantes apprendront à tenir compte de la viabilité de leur collectivité dans leur planification d'entreprise. La Coalition pour la viabilité offrira aussi un soutien permanent à au moins 20 de ces femmes, par l'entremise d'un programme de mentorat qui pourrait facilement être adapté à d'autres régions côtières et rurales partout au pays.

NOVA SCOTIA / NOUVELLE-ÉCOSSE

JANE HURSHMAN MEMORIAL FUND (JANE'S FUND)

Supporting rural senior women's well being while in transition to supportive and/or assisted care

116 381 \$

This 18 month project will involve 60 senior rural women and their partners in the decision-making process during their transition from independent living to supportive and/or assisted care. Jane Hurshman Memorial Fund (Jane's Fund) will facilitate their families' involvement and increase collaborative working relationships among the senior women, their families, community and health care professionals throughout the aging process, and in particular, during the transition period. Results and best practices will be shared with other senior groups.

Assurer le bien-être des femmes en milieu rural qui sont en transition vers des soins d'aide ou de soutien

Durant 18 mois, dans les comtés de Tri-County et d'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, 60 femmes âgées vivant en milieu rural participeront au processus de prise de décision durant leur période de transition entre une vie autonome et des soins de soutien et d'aide. Le Jane Hurshman Memorial Fund (Jane's Fund) favorisera la participation de leurs familles et visera à accroître les relations d'échange et de collaboration parmi les femmes âgées, leurs familles, les collectivités et les professionnelles et professionnels de la santé, tout au long du vieillissement de ces femmes et, en particulier, durant la période de transition. Les résultats et les pratiques exemplaires du projet seront partagés avec d'autres groupes de personnes âgées.

LEGAL INFORMATION SOCIETY OF NOVA SCOTIA

Family Law Information for Abused Women Project

76 344 \$

This project will increase the safety and stability (economic, mental and physical) of approximately 52 percent of the callers to the Legal Information Society of Nova Scotia Legal Information Line. To lessen barriers related to language, cultural practices and isolation (due to lack of access to transportation), the society will develop a guidebook to inform approximately 2,000 abused Aboriginal, senior, Francophone, Anglophone, immigrant and African-origin Nova Scotian women of their options during the post-separation period. It will also be used by at least 500 legal and justice professionals (law agencies, victim services and child protection workers, family law lawyers, and public prosecutors) and many women's and children's advocates (transition house workers, women's centre workers, and educators). The guidebook will be easily accessible in other parts of Canada, providing a framework for preventing family violence in Canada.

[Projet d'information sur le droit de la famille, destiné aux femmes victimes de violence (FLIPAW)]

Ce projet permet d'accroître la sécurité et la stabilité (économiques, mentales, physiques) d'environ 52 p. 100 des personnes qui appellent la ligne d'information de la Legal Information Society of Nova Scotia. Compte tenu des obstacles tels que la langue, les pratiques culturelles et l'isolement (dû au manque d'accès aux transports), on élaborera un guide qui servira à informer environ 2 000 mères victimes de violence des choix qui s'offrent à elles dans la période suivant la séparation. Il s'agit d'aînées, d'immigrantes, de femmes autochtones, francophones, anglophones ou africaines de la Nouvelle-Écosse. Au moins 500 professionnelles et professionnels de la justice (corps policiers, travailleuses et travailleurs des services aux victimes et de la protection de l'enfance, avocates et avocats et juges spécialisés en droit de la famille, procureures et procureurs) et un grand nombre de défenseures et défenseurs des femmes et des enfants (travailleuses et travailleurs des maisons de transition, travailleuses et travailleurs et éducatrices et éducateurs des centres des femmes) consulteront et utiliseront également ce guide. Celui-ci, facilement accessible dans d'autres régions, offrira un cadre d'action à la prévention de la violence familiale au Canada.

ONTARIO

SEXUAL ASSAULT CENTRE LONDON

"Girls Helping Girls": A peer facilitated model to address violence in girl's lives

192 590 \$

This 24 month project will enable girls/young women aged 14-19 to challenge the violence, threats of violence and inequality they encounter on a daily basis. 36 girls/young women who identify as immigrant or visible minority, Francophone, Aboriginal, in conflict with the law, living with disabilities and homeless/at risk of homelessness will be chosen to become peer mentors; six from each community. These girls/young women will create six Peer Facilitated Healthy Relationship models each containing tools, resources and strategies that are specific to each community and reflective of their unique needs, experiences, values and social locations. Following training, the Peer Leaders will give workshops to 180 girls/young women in their communities. Feedback from the workshops will be used to create a resource manual which will be disseminated through established provincial and national networks. Over 1000 girls/young women will have access to culturally-relevant tools, resources and strategies to address violence against women.

Entraide entre filles : modèle de soutien par les pairs servant à contrer la violence faite aux filles

Ce projet d'une durée de 24 mois permettra à des jeunes âgées de 14 à 19 ans de faire face à la violence, aux menaces de violence et à l'inégalité auxquelles elles sont quotidiennement confrontées. On choisira, pour qu'elles deviennent mentors, 36 jeunes filles qui se disent immigrantes ou membres d'une minorité visible, francophones, Autochtones, qui ont eu des démêlés avec la justice, vivent avec un handicap, sont sans-abri ou risquent de le devenir; on sélectionnera six jeunes dans chacun de ces groupes. Ces jeunes créeront six modèles de relations saines établies par des pairs; chaque modèle comportera des outils, des ressources et des stratégies propres à chaque groupe, qui reflètent leurs besoins uniques, leurs expériences, leurs valeurs et leur situation sociale. Après la formation, les pairs chefs de file animeront des ateliers, destinés à 180 filles ou jeunes femmes et offerts dans leur collectivité. Les commentaires recueillis au cours des ateliers serviront à créer un manuel de ressources qui sera diffusé par l'entremise des réseaux provinciaux et nationaux établis. Plus de 1000 jeunes filles auront accès à des ressources, des stratégies et des outils qui, utilisés pour contrer la violence à l'égard des femmes, ont été élaborés en fonction de leurs particularités culturelles.

GREENEST CITY ENVIRONMENTAL ORGANIZATION

From the Ground Up: Women's Project

97 666 \$

The purpose of this project is to improve the physical and mental health of more than 200 marginalized women and their families in Toronto's Parkdale neighbourhood, by getting them involved in setting up organic vegetable gardens. The participants will learn how to grow organic vegetables, develop leadership skills and communication skills with other marginalized women. They will improve their eating habits and learn to prepare healthy meals, which is not always easy under their precarious financial circumstances. Over an 18-month period, 160 organic gardening classes will be given to the 200 female participants, 15 women will be trained for leadership positions and to help the other project participants. Four hundred women and men from the community will be invited to two community events organized by the participants to celebrate the harvests from these gardens.

From the Ground Up: Women's Project

Ce projet pilote *From the Ground Up Women's Project* de 18 mois vise à sortir de l'isolement, à améliorer la santé et les conditions économiques de 200 femmes extrêmement marginalisées du secteur de Parkdale de Toronto. *Greenest City* offrira une série de 160 ateliers sur la création de jardins. Parmi les participantes du projet pilote, 15 participeront à des ateliers de leader et organiseront deux événements communautaires qui rassembleront environ 700 personnes. À la fin du projet pilote, les participantes auront développé des capacités à travailler avec d'autres femmes marginalisées, auront appris à résoudre des conflits, et seront davantage outillées pour s'impliquer de façon active dans leurs communautés respectives.

QUÉBEC

ASSAULT SEXUEL SECOURS (VAL D'OR) INC.

Minowatewi (Le bien-être)

189 719 \$

Le projet *Minowatewi (Le bien-être)* de l'organisme *Assaut Sexuel Secours (Val-d'Or)* vise à accompagner les femmes autochtones dans un processus de guérison, leur permettant d'améliorer collectivement leurs conditions de vie et de prendre une part plus active à la vie économique, sociale et culturelle de leur communauté. À cette fin, des femmes autochtones vivant en milieu urbain ainsi que dans deux communautés de la région de Val-d'Or auront accès à des services et de la documentation traduite en algonquin, en cri ou en anglais. Ces femmes seront invitées à concevoir des stratégies de protection des jeunes filles à l'intérieur même de leur milieu respectif et à développer des outils de guérison qui soient respectueux des valeurs traditionnelles autochtones. Bien que le groupe soit composé en majorité de femmes blanches, les femmes autochtones coordonneront elles-mêmes toutes les activités et seront partie prenante de toutes les décisions. Notons que ce projet s'articule autour d'un large partenariat et d'une vaste campagne de sensibilisation sur la violence sexuelle.

[Well-being]

The purpose of *Assault Sexuel Secours Val-d'Or's Minowatewi (Le bien-être)* project is to assist Aboriginal women in a healing process so they have the means to improve collectively their living conditions and participate more actively in the economic, social and cultural life of their communities. For this purpose, Aboriginal women living in urban areas, as well as in two communities in the Val-d'Or region will have access to services and literature translated into Algonquin, Cree and English. These women will have the opportunity to develop strategies for protecting young girls within their respective communities and design healing tools that are in line with traditional Aboriginal values. Although the group comprises a majority of white women, Aboriginal women will be responsible for coordinating all activities and will be involved in all decision making. It should be noted that this project is part of an extensive partnership and a vast awareness campaign on sexual violence.

ASSOCIATION Y.W.C.A. DE QUÉBEC

Jeunes filles en action contre la violence

20 538 \$

Persuadée que l'intervention précoce et la prévention sont des moyens efficaces pour prévenir la violence, l'Association YWCA de Québec (*la Y des femmes*) envisage la création d'un programme appelé centre filles, lequel est largement inspiré du modèle des centres de femmes. Ce programme proposera des services adaptés aux besoins des adolescentes de 9 à 17 ans, dont 196 d'entre elles en bénéficieront à court terme. À cet égard, la Y formule l'hypothèse selon laquelle les jeunes filles qui auront développé leur confiance en elle-même ainsi que leur aptitude à exprimer leurs besoins refuseront, à l'âge adulte, la violence dans leurs relations. Le projet pilote présenté veut valider cette hypothèse et identifier les besoins des jeunes filles par segment d'âge, évaluer les moyens à mettre en œuvre et enfin tester l'intérêt des adolescentes. Une fois le projet pilote validé, la Y assumera seule ce nouveau programme et le groupe dispose de toutes les ressources nécessaires à cette fin. Notons que l'organisme existe depuis 132 ans : c'est dire qu'il possède toutes les ressources nécessaires à mener à bon port ce projet pilote.

[Girls against violence]

Convinced that early intervention and prevention are effective ways to prevent violence, the Quebec City YWCA plans to set up a program called *centre filles* (girls' centre), which is essentially based on the women's centre model. This program will offer services adapted to the needs of adolescent girls aged 9 to 17, 196 of whom will be part of it for the short term. In this regard the Y submits that girls who have developed self-confidence and trust in their ability to express their needs will refuse, as adults, to engage in violent relationships. The proposed pilot project aims to validate this hypothesis, identify the needs of girls by age group, assess the methods that should be used, and test the interest of the adolescents. Once the pilot project has been validated, the Y will pursue this new program on its own, as the group has all the resources needed for this purpose. It should be noted that the organization has been around for 132 years, which is to say that it has all the necessary resources with which to follow through on this pilot project.

CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE QUÉBEC

Kapatakan – Sentier de portage

40 783 \$

Le projet « Kapatakan – Sentier de portage » est doublement prioritaire : par la problématique qu'il aborde, la violence conjugale, et le groupe cible auquel il s'adresse, les femmes autochtones en milieu urbain. Afin de réduire l'incidence de la violence conjugale, voire l'éliminer, le Centre d'amitié autochtone de Québec (CAAQ) travaillera en étroite collaboration avec la Maison des femmes de Québec, la Ressourcerie, le Centre femmes 3A et le Centre de développement et de la formation de la main-d'œuvre Huron Wendat. Tout en respectant les traditions des femmes autochtones, l'organisme élaborera des outils, puis offrira des sessions de formation qui permettront à ces femmes de découvrir leurs forces, de développer leur pouvoir et enfin de dire NON à la violence. En outre, l'organisme consolidera le message qu'il compte véhiculer en utilisant les médias.

[Kapatakan–Portage Trail]

The Kapatakan—Portage Trail project addresses spousal abuse of Aboriginal women in urban centres. To reduce—if not eliminate—this abuse, the Centre d'amitié autochtone de Québec (CAAQ) will work with the Maison des femmes de Québec, the Ressourcerie, the Centre femmes aux trois A, and the Centre de développement et de la formation de la main-d'œuvre huron-wendat. Respecting the traditions of Aboriginal women, the CAAQ will develop tools and then provide training to enable Aboriginal women to explore their strengths, develop their inner power, and say no to violence. The CAAQ will also circulate this message through the media.

FEMMES EN MOUVEMENT, INC. / WOMEN IN MOTION, INC.

Ensemble, together, toqolugwejig

112 297 \$

Projet de concertation sans précédent entre trois communautés de femmes isolées les unes des autres, « Ensemble, together, toqolugwejig » vise à poursuivre un travail déjà bien amorcé de rapprochement. En bout de piste, le projet se conclura par un programme d'activités éducatives et de services offerts, dans leur langue, aux femmes anglophones et aux femmes autochtones de la Baie-des-Chaleurs. Ces activités et services adaptés aux réalités de ces femmes très isolées vont leur permettre de reprendre leur place de citoyennes à part entière et de participer activement à la vie sociale, économique et culturelle de leur communauté, tout en créant des liens de solidarité entre elles. Ensemble, les femmes francophones, anglophones et autochtones amélioreront leurs conditions de vie ainsi que celles de leur famille, de même qu'elles préviendront les violences auxquelles elles sont exposées.

*[***Ensemble, together, toqolugwejig]*

Three women's communities that are isolated from one another will continue an ongoing project to bring their communities together. They will create educational activities and services for Anglophone and Aboriginal women in Baie-des-Chaleurs, adapted to their realities and prepared in their respective languages. This will help women who are extremely isolated to assume their place as full citizens and take an active part in the social, economic and cultural lives of their communities. It will also create a bond of solidarity among these women. Together, Francophone, Anglophone and Aboriginal women will improve their living conditions, as well as those of their families, and stop the violence to which they are subjected.

****Multiyear / Pluriannuel*

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS CENTRES D'AIDE & LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL

Formation et prise de parole contre l'exploitation sexuelle commerciale des femmes et des filles

1 090 518 \$

Pour les fins de ce projet d'envergure d'une durée de trois ans, le *Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* s'associe au groupe *Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle* qu'il marraine; ensemble ils veulent ouvrir une nouvelle perspective sur la prostitution, en démontrant l'existence d'alternatives. En bref, il s'agit de créer un réseau de femmes et jeunes femmes – qui sont ou qui ont été dans la prostitution –, de leur offrir, lors d'une série de rencontres, un espace où elles peuvent s'exprimer et redéfinir les rapports entre hommes et femmes, adultes et jeunes. De ces rencontres, une formation sera conçue puis offerte à un large éventail d'intervenantes/intervenants qui favorisera une réflexion sur les réalités de la prostitution et de la traite sexuelle, et ce, dans le but d'améliorer leurs pratiques et d'agir pour contrer l'expansion de l'exploitation sexuelle dans leur milieu. Enfin, des interventions de prévention auprès de jeunes étudiantes complèteront ce cycle de réflexion-intervention-prévention. Notons enfin que tous les documents produits au cours du projet le seront en français, en anglais et en plusieurs langues autochtones.

[Training in and speaking up against the commercial sexual exploitation of women and girls]

For this major three-year project, *Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* is teaming up with the *Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle* group, which it fosters; together, they want to develop a new outlook on prostitution, to demonstrate the alternatives. In essence, it comes down to creating a network of women and girls – who are or have been involved in prostitution – to offer them a venue for speaking up and redefining the relationships between men and women, and adults and youth through a series of meetings. These will, in turn, be used to design a training program that will be offered to a wide range of stakeholders in order to encourage them to think about the realities of prostitution and sex trafficking in an effort to improve their practices and control the spread of sexual exploitation around them. Interventions to promote prevention among young students will complete the cycle of reflection-intervention-prevention. Finally, it should be noted that all of the documents produced during the project will be available in English, French and a number of Aboriginal languages.

TOTAL: 16 projets / projects

3 412 496 \$